V. A LA MÉMOIRE DES HÉROS DE LA DÉMOCRATIE

Malgré la puissance de leurs armées, le pouvoir blanc d'Afrique du Sud et Israël ont fini par négocier respectivement avec l'ANC et l'OLP. Pour ne l'avoir pas compris à temps, les États-Unis d'Amérique ont perdu le Viet-Nam, la France l'Algérie, le Shah d'Iran son pays, en laissant derrière eux des millions de cadavres. Ce qu'ils avaient oublié, c'est que "la cause de chaque peuple passe par la survie de tous"¹.

Il est grand temps que les extrémistes Tutsi de notre pays comprennent cette vérité ainsi que l'avertissement de Marc Manirakiza que voici : "Je m'adresse ici aux Tutsi extrémistes et égoïstes. Il serait suicidaire d'essayer d'étouffer l'éclosion d'une nouvelle génération de dirigeants idéologiquement et majoritairement représentatifs. Aucune pièce ne demeure suspendue dans l'air lorsqu'un immeuble s'écroule ! Demain le Burundi se dotera de Chefs d'Etat d'origine hutu. Souhaitons qu'ils le soient pour tous les Burundais"².

Lors du Symposium tenu à Genève en décembre 1993 sur le thème "Restaurer la paix et le processus démocratique au Burundi", l'ancien Premier Ministre, l'Honorable Adrien Sibomana, a également invité les partis d'opposition (à dominance Tutsi) à plus de retenue et à faire preuve de responsabilité. "Il n'y a pas mille solutions, dit-il. Il faut (...) se rendre à la raison, accepter la démocratie parce que c'est la seule garantie de la paix (...). Le vaincu doit accepter la défaite et s'il veut protéger ses intérêts, il doit le faire dans le strict respect de la loi et d'une manière responsable (...). Il faut aider le Gouvernement et non l'attaquer ou vouloir à tout prix le torpiller"³.

Malheureusement, certains ne semblent pas entendre ces appels à la raison, et bien d'autres. Au lieu de privilégier le dialogue et la concertation, des politiciens irresponsables prônent toujours la confrontation comme ils l'ont prouvé lors des diverses *journées ville morte*, organisées à Bujumbura depuis fin janvier 1994, avec leurs cortèges de morts, de destructions des infrastructures de toutes sortes. Dans leurs discours et leur prétendu *dialogue national*, ils ne cherchent qu'à réduire l'adversaire au silence et à lui faire perdre la face, forts en cela dans des joutes oratoires où ils manient à merveille la simulation ludique, le langage allusif, l'ironie, la satire, l'invective, le persiflage et toutes les figures de style propres à souiller celui qu'ils traitent d'ennemi et à l'abattre. Et tout cela dans une haine à peine cachée qui refuse de dire son nom.

Seulement voilà. A l'adresse des dinosaures des anciennes républiques qui, pour récupérer le pouvoir, s'appuient sur l'armée et la police devenues forces de coercition et instruments de la mort, on doit dire et répéter : "Montrez-moi votre visage et je dirai qui vous êtes. Et si j'y vois de la haine, c'est assez pour disqualifier l'entreprise. Car celui-là n'est pas dans son bon droit qui, pour l'affirmer, s'abandonne à la violence"⁴.

1 Louis-Albert ZBINDEN, *op. cit.*, 1975-76, p. 31.

2 Marc MANIRAKIZA, *op. cit.*, p. 77-78.

3 SIBOMANA Adrien : *Restaurer la paix et le processus démocratique au Burundi*, exposé (version provisoire), 6 p.

4 Louis-Albert ZBINDEN, *Le regard et la parole, chroniques radiophoniques*, 1977, p. 78.

Il est temps que notre armée cesse de fonctionner à la manière d'une milice privée au service d'un seigneur de guerre, d'une ethnie, d'un parti politique. Il est temps que la défense nationale soit d'abord la défense de chaque Burundais dans son existence quotidienne, et dans le respect de ses droits et de sa dignité. Et puisqu'en démocratie "*on ne peut pas vouloir une armée du peuple sans que sur elle le peuple réfléchisse*", il est temps que le peuple burundais se prononce sur cette armée, son fonctionnement, sa gestion, sa mission et sa composition. Car si on désintéresse le peuple de son armée, celle-ci sera encore récupérée par une "caste" et c'est de là que partent tous les dangers. Comme la société civile, l'armée doit se démocratiser, accepter qu'on la critique si nécessaire. On ne peut pas demander en effet au peuple de payer sa contribution et de se taire, ni aux hommes en uniforme d'être des automates ou des robots irresponsables.

L'armée nouvelle que nous voulons au Burundi doit se constituer sur des bases novatrices impliquant la formation professionnelle, l'éducation du soldat et de l'officier sur le plan civique, des droits de l'homme, du droit humanitaire et de la place de l'armée dans un Etat de droit. Sur le plan politique, l'armée doit rester neutre et apolitique. Ce qui ne l'empêche pas de donner son point de vue sur sa condition, les débats stratégiques, les moyens à mettre à sa disposition pour assurer sa mission. Toutefois, en tant qu'émanation du peuple, elle ne peut s'accaparer du pouvoir par la force pour renverser des dirigeants démocratiquement élus. Si ces derniers ne sont plus en mesure de gouverner ou trahissent la confiance du peuple, c'est à la société de s'organiser avec les moyens légaux pour révoquer ses responsables. Mais ce n'est pas à l'armée ou à une frange de celle-ci de profiter de la force des armes et s'emparer du pouvoir, avec toutes les dérives que cela entraîne⁵.

En clair autant aucun pouvoir ne pourra s'installer et durer sans le concours de l'armée qui contrecarrera toutes les mesures subversives des aventuriers de tout bord, autant l'armée burundaise ne remplira sa mission véritable qu'en retrouvant les vertus traditionnelles du soldat (discipline, loyauté, patriotisme, souci de cohésion d'ensemble) pour la défense de toute la société dont elle émane.

Quant aux pseudo-intellectuels et écrivains qui continuent à intoxiquer notre armée et réclamer son soutien pour commettre des crimes de tous ordres qui leur permettraient de récupérer le pouvoir, qu'ils sachent que, comme le rappelle Gabriel Matzneff, "le devoir des intellectuels est de combattre le terrorisme de la puissance mise au service de l'injustice"⁶.

Le 1er juin 1993, le FRODEBU accédait au pouvoir dans la paix, l'ordre et la transparence. Dans la foulée de cette victoire, le Président Ndadaye, héros national de la démocratie au Burundi, promettait à son peuple que de là à 5 ans, il faudrait que l'on n'entende plus parler de références ethniques dans l'organisation et la gestion du Burundi. C'était un pari trop beau pour être atteint si rapidement tant les Burundi ont été meurtris dans leur cœur et leur chair par les travers ethniques introduits par des politiciens sans foi ni loi dans l'organisation et la gestion de ce pays.

⁵ Dominique BANGOURA, *op. cit.*, pp. 118 et 120.

⁶ Cité par Louis-Ablert ZBINDEN, *op. cit.*, 1978, pp. 34 et 33.

Après la disparition tragique du Président Ndadaye, le Burundi traverse une période de tourmente. Les vagues dont il parlait semblent plus que jamais fortes et handicapent notre traversée indispensable vers la rive de la paix, de la sécurité et de la confiance que les Burundi appellent de tous leurs vœux. Des crocodiles et des caïmans hostiles à cette traversée guettent de partout et se manifestent plus ouvertement chaque fois que nous récupérons les lieux perdus depuis le 21 octobre 1993. Le rêve de certains à voir l'édifice démocratique que nous avons commencé à bâtir au Burundi s'effondrer à jamais et leur permettre de régner sur ses ruines ne s'est pas encore brisé. Ils continuent donc à torpiller, à terroriser et afficher ouvertement leur hostilité à notre parti. Que leur dire sinon que nous les vaincrons et que notre victoire sera à l'image de la leçon que nous avons administrée à leur arrogance et manque de clairvoyance qui les ont caractérisés à la veille des élections des 1er et 29 juin 1993.

D'autres pensent que la voie qui reste pour conquérir le terrain attaqué le 21 octobre 1993 par les ennemis de la démocratie n'est que militaire, donc violente. Nous leur disons, nous qui avons encore foi dans les idéaux de notre héros et qui oeuvrons pour les faire triompher : cette voie est dangereuse. S'engager dans la violence voudrait dire faire un choix : jeter indéfiniment le Burundi dans un cycle infernal de violence. Qui peut l'accepter, qui peut le cautionner, qui peut assumer cette responsabilité de jeter le peuple burundais dans des voies qui ne conduisent qu'à des impasses, à des culs-de-sac ?

Oui, nous sommes d'accord. Le Burundi vient de subir un des chocs les plus durs de son histoire. Mais faut-il s'embourber ? Non. Il faut plutôt ramer plus fort pour surmonter les vagues et mener notre peuple vers la terre promise : un **Burundi sûr et rassurant pour tout le monde**. Pour y parvenir, nous devons ramer avec la démocratie couverte et balisée par la mise en avant des droits de l'homme notamment celui, imprescriptible, à la vie.

De cette manière nous aurons honoré la mémoire de nos héros et martyrs de la démocratie. Dès lors, **Melchior Ndadaye, Pontien Karibwami, Gilles Bimazubute, Juvénal Ndayikeza, Richard Ndikumwami, Eusébie Nshimirimana, Sylvana Katabashinga, Joachim Nurwakera, Englebert Sentamo, Déogratias Bizimana, Evariste Ntahomvukiye** et bien d'autres camarades tombés sur le champ d'honneur reposeront en paix et diront : "Nous n'avons pas donné notre vie pour rien" !